

Le monde invisible du travail de l'agro-industrie d'exportation au Chili

Étude de la vallée du Limarí

Tamara Heran Cubillos

Résumé de la thèse de doctorat de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, soutenue publiquement le 31 octobre 2014 à Paris. Le jury était composé de Madame Ulrike Schuerkens, professeure associée à l'EHESS, directrice de thèse, Monsieur André Grelon, directeur d'études à l'EHESS, co-directeur de thèse, Madame Evelyne Mesclier, directrice de recherches à l'IRD, rapporteure de thèse, Madame Jules Falquet, maîtresse de conférences à l'Université Paris Diderot, rapporteure de thèse, Monsieur Héctor F. Reyes, professeur à l'Université de La Serena, examinateur. En ligne : <https://hal-insu.archives-ouvertes.fr/tel-01114757/document>

Introduction

Dans un contexte socio-historique où le concept de développement a été marqué par une approche économique et souvent compris comme croissance économique, les transformations au niveau de la société, de la culture et de l'environnement ont été fréquemment négligées. Cette étude propose une analyse des transformations sociales déclenchées par les processus de développement, grâce à l'étude du monde invisible du travail agricole saisonnier lié à l'agro-exportation au Chili, à partir de l'étude de ses principaux acteurs, tant dans la sphère du travail qu'en dehors de celle-ci.

Au Chili, le modèle néolibéral de développement installé à partir des années 1970 a placé le pays comme « modèle » de développement et d'insertion dans le commerce international. Grâce à ce modèle, le Chili a été un pays pionnier en matière d'établissement d'accords de libre commerce et d'exportations, ainsi qu'en matière de privatisations et d'impulsion d'une flexibilité du travail. Ces politiques ont particulièrement touché le monde rural et agricole. Le paysage physique, environnemental, social et culturel du secteur rural a été bouleversé par les stratégies de développement visant la modernisation et l'industrialisation de l'agriculture, grâce à la création d'importantes sociétés agricoles et l'établissement d'une main d'œuvre flexible et saisonnière.

Quarante années ont passé depuis le début de ces transformations. Bien que des études aient été faites sur les travailleurs agricoles saisonniers, nommés *temporeros* et *temporeras* au Chili, leur situation actuelle était peu connue. Une sorte de « normalisation » de leur problématique s'était installée autour d'eux. Mais qu'en est-il du travail agricole saisonnier aujourd'hui ? Quelles configurations recouvre-t-il de nos jours ? Quelles évolutions peut-on noter, de nos jours, quant à la flexibilité et à la précarité de ce travail ?

De ce fait, l'objectif principal de cette recherche a été d'analyser les transformations socio-économiques et identitaires du monde invisible du travail agricole saisonnier lié à l'agro-exportation, grâce à l'étude de ses acteurs principaux, dans la sphère du travail et en dehors de celle-ci, en favorisant une approche de genre, dans la Vallée du Limarí au Chili. L'hypothèse centrale de cette étude est qu'après presque quatre décennies de développement du secteur agricole d'exportation, les dynamiques sociales liées au travail agricole saisonnier ont changé : de nouveaux acteurs et de nouveaux rapports sont présents. Les conditions de travail, les caractéristiques socioculturelles et les problématiques des saisonniers agricoles sont différentes. En résumé, tout le « monde

invisible » du travail agricole saisonnier a changé, de sorte que le travail agricole saisonnier constitue actuellement un mode de vie qui fait partie de la mondialisation.

Pour faire face à ce défi, c'est la notion de « monde invisible » de l'économiste chilien Max-Neef (1993) qui a été reprise. Cette approche cherche à analyser toutes ces transformations omises des processus de développement, et à mettre en valeur les sphères sociales, culturelles, collectives et identitaires au même niveau que l'économie et non subordonnée à celle-ci. Ainsi, comme illustré dans la Figure 1, cette approche permet d'analyser les pratiques et les stratégies rattachées aux relations entre pratiques économiques, organisations sociales et caractéristiques culturelles. Cette étude propose donc cette notion de « monde invisible » en tant que cadre conceptuel, méthodologique et pratique pour analyser les différentes problématiques et transformations qui dérivent aujourd'hui des processus de développement, spécialement celles qui sont plus cachées ou simplement omises par les analyses officielles.

Le monde invisible du travail selon Manfred Max-Neef

Le monde invisible se réfère à toute « cette "infra-histoire" de la vie quotidienne où les pratiques productives sont rattachées à des stratégies collectives de survivance, des identités culturelles et une mémoire populaire. [...] ce monde contient et produit des relations entre pratiques économiques, organisations sociales et caractéristiques culturelles, qui ne peuvent pas être établies dans l'analyse si ce qui est cherché est un développement endogène. Finalement, notre insistance sur le monde invisible et ses micro-organisations obéit aussi à la nécessité de compléter d'autres perspectives, qui ont concentré leurs efforts pour comprendre les dynamiques d'autres acteurs (les jeunes, les femmes, les syndicats, les chefs d'entreprise, l'État, etc.), avec une perspective "du bas vers le haut" capable de récupérer comme significatif ce qui a traditionnellement eu un rang de marginal. Le but n'est pas de mystifier ce qui est marginal, mais de reconnaître sa valeur et son potentiel, en tant qu'acteurs sociaux protagonistes pour une démocratisation participative, décentralisée et à échelle humaine » (Max-Neef 1993 : 94).

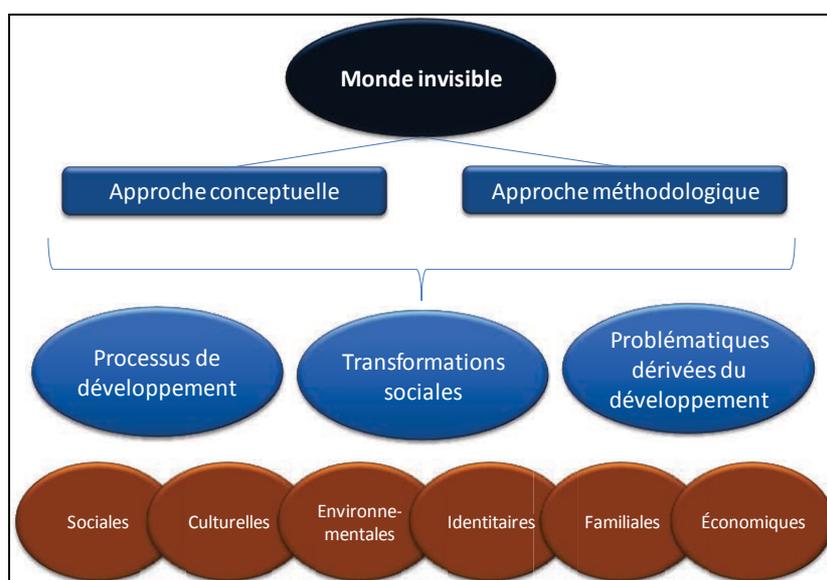


Figure 1 : Approche de la notion de monde invisible. Élaboré par l'auteur.

Ainsi, cette recherche socio-anthropologique s'inscrit au carrefour de la sociologie du développement et de la sociologie du travail tout en abordant des questions méthodologiques, de la socio-histoire latino-américaine et particulièrement chilienne, de la sociologie rurale, des rapports de genres et des inégalités sociales.

Ce texte présente les principales analyses, les résultats et les réflexions de la thèse intitulée « Le monde invisible du travail de l'agro-industrie d'exportation au Chili. Étude de la vallée du Limarí ». Il est constitué de cinq parties. La première concerne l'approche théorique qui a orienté cette thèse. La deuxième présente le choix méthodologique utilisé pour étudier ce monde invisible. La troisième se penche sur les transformations sociales qui ont affecté le Chili, particulièrement le Chili rural, à la lumière des processus de développement des derniers siècles. La quatrième partie examine la configuration de l'actuel monde invisible du travail agricole. Finalement, quelques réflexions finales sont proposées.

Approche théorique

L'approche théorique qui a encadré cette recherche a été érigée à partir de la prémisse qui considère que le concept de développement est une construction faite à partir des images et des représentations de différents acteurs et auteurs autour d'une notion aussi ambitieuse que prometteuse, parce que le développement est la promesse d'un avenir souhaitable, désirable. Mais désirable pour qui ? Le développement est un concept polysémique, qui a changé de sens au cours de l'histoire, selon les besoins et les paradigmes de ses différents usagers, comme il est synthétisé dans la Figure 2, présentée ci-dessous.

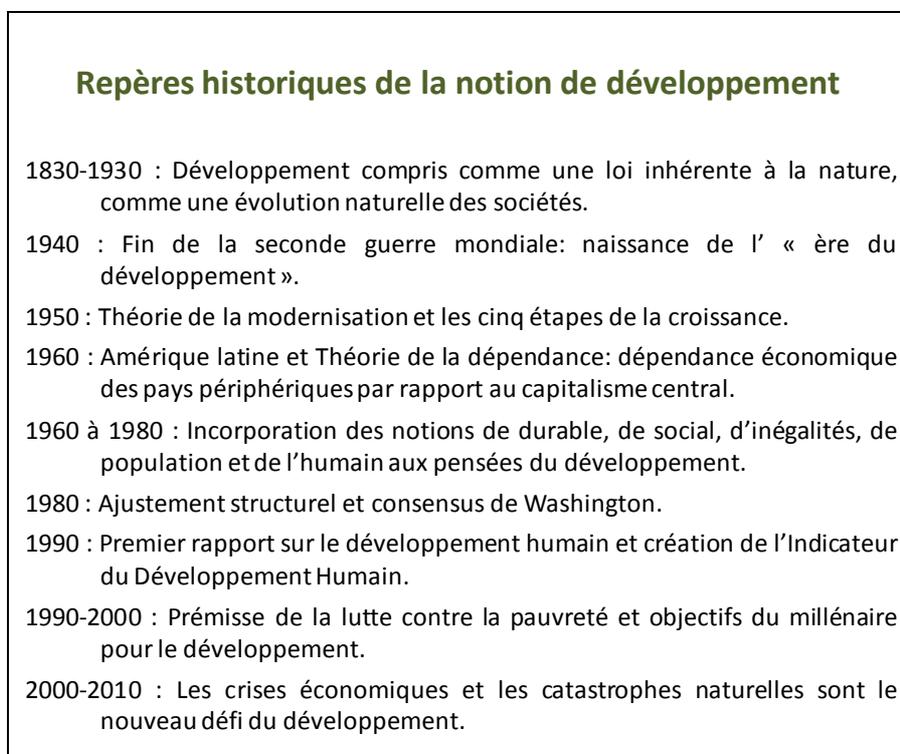


Figure 2 : Repères historiques de la notion de développement. Élaboré par l'auteur.

Comme une loi inhérente à la nature (Aristote, trad. en 1874), ou comme une évolution naturelle tendant au progrès grâce à la croissance économique (cf. Comte 1830-1842/1935, Morgan 1877/1985), le développement, argumenté dans le positivisme, était le chemin incontestable pour toutes les sociétés. Cependant, c'est surtout vers la fin de la Seconde Guerre mondiale que plusieurs auteurs placent la naissance de « l'ère du développement » (cf. Rist 1996/2001), avec la création d'organismes internationaux comme l'ONU, le FMI ou la Banque mondiale, mais surtout avec la montée en puissance des États-Unis et le discours d'investiture du président Truman en 1949, dans lequel s'est imposé un vocabulaire nouveau concernant le développement, qui raffermait les idées de « progrès industriel », de « croissance des régions sous-développées » et de « développement économique » (Truman 1949).

Ces approches du concept de développement ont été à la base de la théorie de la modernisation et du postulat des cinq étapes de la croissance de Rostow (1960/1997). Ce n'est qu'avec l'émergence en Amérique latine du *Desarrollismo* en premier lieu, et avec la Théorie de la dépendance plus tard, que cette conception linéaire et évolutionniste du développement a été questionnée. Selon cette approche, le modèle « centre-périphérie » reproduisait et aggravait les différences entre pays développés et sous-développés. Il dénonçait l'existence d'une dépendance économique des pays périphériques par rapport au capitalisme central (Faletto et Cardoso 1967).

Plus tard, entre les années 1950 et 1970, de nouveaux paradigmes sur le développement ont ouvert sa conception au-delà de l'économie de marché et de la recherche de la croissance. Les notions de durable, de social, d'inégalités et de population se sont ajoutées pour questionner la réduction de la notion de développement (cf. Perroux 1961, Amin 1973, Wallerstein 2012). Et dans les années 1980, le social mais aussi l'humain ont été introduits dans la problématique du développement, où ressortent les apports du chilien Manfred Max-Neef (1993) et d'Amartya Sen (2003). De manière générale, ils ont questionné la réduction économique du développement et ils ont ajouté de nouveaux éléments à son analyse, comme l'humain, les capacités et les libertés. C'est dans ce cadre qu'ont été publiés le Rapport mondial sur le développement humain et l'Indicateur du Développement Humain (IDH).

Pour les institutions financières internationales, le développement fut marqué par la notion de « besoins essentiels » dans les années 1970 (McNamara 1972). L'argument était que comme les populations des pays du Sud seraient incapables de prendre leur destin en main, elles ne pourraient pas satisfaire leurs besoins essentiels comme l'alimentation, le logement, la santé, l'éducation et l'emploi. Plus tard, dans les années 1980, l'ajustement structurel et le « Consensus de Washington » (Williamson 1989) ont marqué les nouvelles conditions internationales pour traiter le remboursement de la dette, favoriser les exportations et diminuer les importations. Plus récemment la lutte contre la pauvreté est devenue une des cartes de lutte pour le développement, une nouvelle mesure d'approche arbitraire qui considère une personne comme pauvre quand elle a moins d'une certaine somme d'argent par jour (Chen et Ravallion 2000).

Dans les dernières années, les crises économiques internationales et les catastrophes naturelles sont devenues la raison du développement et de la reprise de la croissance économique. Pour sortir de ces situations non désirables, le développement est proposé comme la solution pour un avenir meilleur, fondé sur la croissance économique.

En résumé, la notion de développement a changé au cours de l'histoire, mais une approche économique et marchande limitée à la croissance économique a prévalu,

tout en omettant le monde invisible qui lui est lié. Ce monde qui implique les relations entre pratiques économiques, sociales, culturelles et familiales, et les différentes organisations et expressions socioculturelles, ainsi que les dynamiques entre acteurs divers, dans un contexte de développement économique. Mais comment étudier un monde qui est caché ?

Méthodologie

Pour approcher la problématique du monde invisible du travail agricole saisonnier, et en considérant la complexité du sujet, la difficulté pour accéder aux acteurs qui composent ce marché du travail et le manque de données fiables, un cadre méthodologique composé de plusieurs techniques de recherche des sciences sociales a été organisé. En reprenant le concept de « bricoleur » de Denzin et Lincoln (2011), on a mis en œuvre une approche fondée sur des méthodes complémentaires, pouvant se synthétiser en trois axes:

- L'approche comparatiste utilisée pour analyser le sujet de recherche, avec une perspective qui envisage la problématique de manière transdisciplinaire, transhistorique et transculturelle (cf. Mattei 2002, Green 2002, Lepetit 1995, Vigour 2005).
- La complémentarité de données qualitatives et quantitatives récoltées et analysées, aussi bien de première que de seconde main (Denzin et Lincoln 2011, Creswell 2011, Giddings 2006)).
- L'utilisation de différentes techniques de récolte et d'analyse de données de première main, comme l'observation, l'entretien et le questionnaire (cf. Creswell 2011, Laubach 2005).

En outre, cette recherche a été divisée en deux moments consécutifs et complémentaires :

- Une pré-enquête de terrain, pour comprendre et délimiter la problématique, identifier les acteurs qui y interviennent et leurs dynamiques, et construire de manière plus ciblée les instruments de collecte de données, grâce à une meilleure délimitation du sujet de recherche.
- Une enquête principale de terrain, destinée à la collecte principale des données grâce à des instruments élaborés spécialement à partir des aperçus et des conclusions tirés de la pré-enquête.

La méthodologie de recherche utilisée, synthétisée dans la Figure 3, a été composée d'observation participante, d'entretiens non-directifs et de questionnaires, comme présenté à la suite.

L'observation participante (Cf. Beaud et Weber 2003, Berthier 2002, Copans 1998) a permis d'approcher et d'analyser les activités, les rapports et les dynamiques entre les différents acteurs de ce travail : travailleurs et travailleuses, cadres et sous-traitants de main-d'œuvre, tant dans les espaces de travail qu'en dehors de ceux-ci, par exemple chez les saisonniers, avec leurs familles. De plus, cette technique a permis d'observer des espaces informels de rencontre de ces acteurs, comme les lieux d'offre de travail et de recrutement.

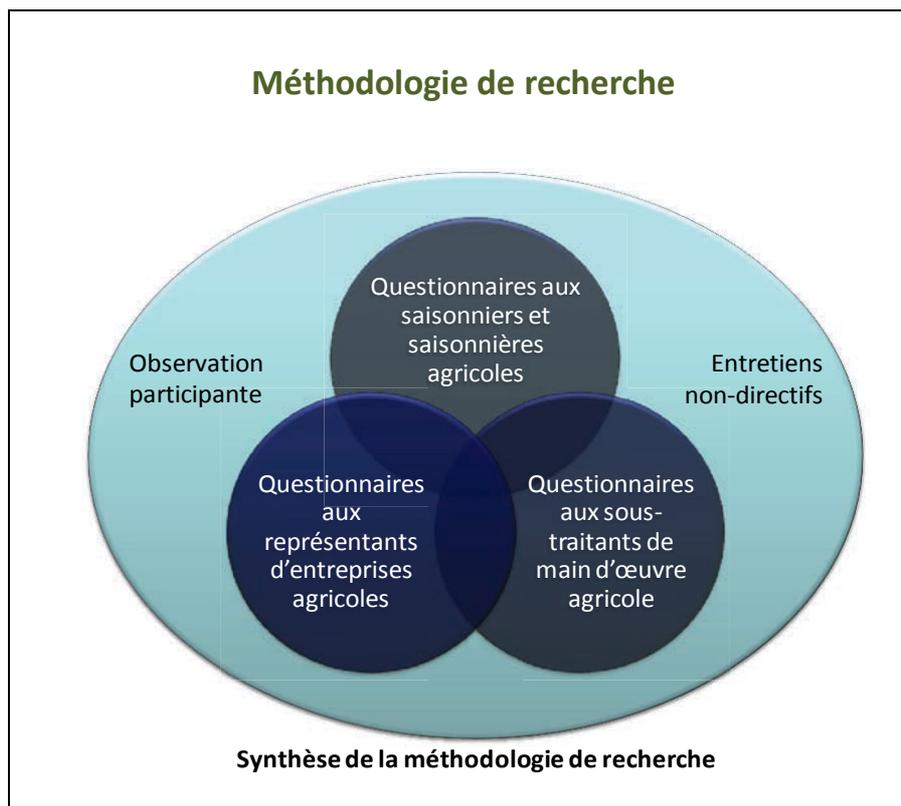


Figure 3 : Synthèse de la méthodologie de recherche utilisée dans la thèse.
Élaboré par l'auteur.

Les entretiens non-directifs (Cf. Berthier 2002, Fontana et Frey 1994) ont permis d'approfondir les données collectées grâce à l'observation participante, en explorant les opinions, les attitudes, les perceptions et les expériences des différents acteurs.

Finalement, des questionnaires (*ibid.*) ont été appliqués aux acteurs clés de ce marché du travail : saisonniers et saisonnières agricoles, représentants d'entreprises agricoles et sous-traitants de main d'œuvre agricole, nommés *contratistas* au Chili. Ces questionnaires ont tenté de s'approcher de certains indicateurs du monde invisible du travail agricole saisonnier. Ainsi, quatre-vingt-deux questionnaires ont été réalisés auprès des *temporeras* et *temporeros*, et quinze auprès des représentants d'entreprises. La difficulté d'accéder aux sous-traitants de main d'œuvre n'a permis la réalisation que de trois questionnaires seulement, cependant, cette information a été complétée par des observations participantes et des entretiens.

Grâce à ce cadre méthodologique, il a été plus aisé d'accéder au terrain, même si l'application des instruments de collecte n'a pas toujours été facile. Le travail agricole saisonnier est un sujet sensible : en parler peut peser sur l'avenir des différents protagonistes. La crainte d'un contrôle fiscal pour les entreprises comme la peur de perdre un travail pour les *temporeros*, compliquait l'accès auprès de ces groupes. C'était en particulier le cas des *contratistas*, les acteurs les plus irréguliers de ce marché du travail. Aussi, bien que le contact avec ces différents acteurs ait été spécialement soigné, la chercheuse a quand même rencontré des refus.

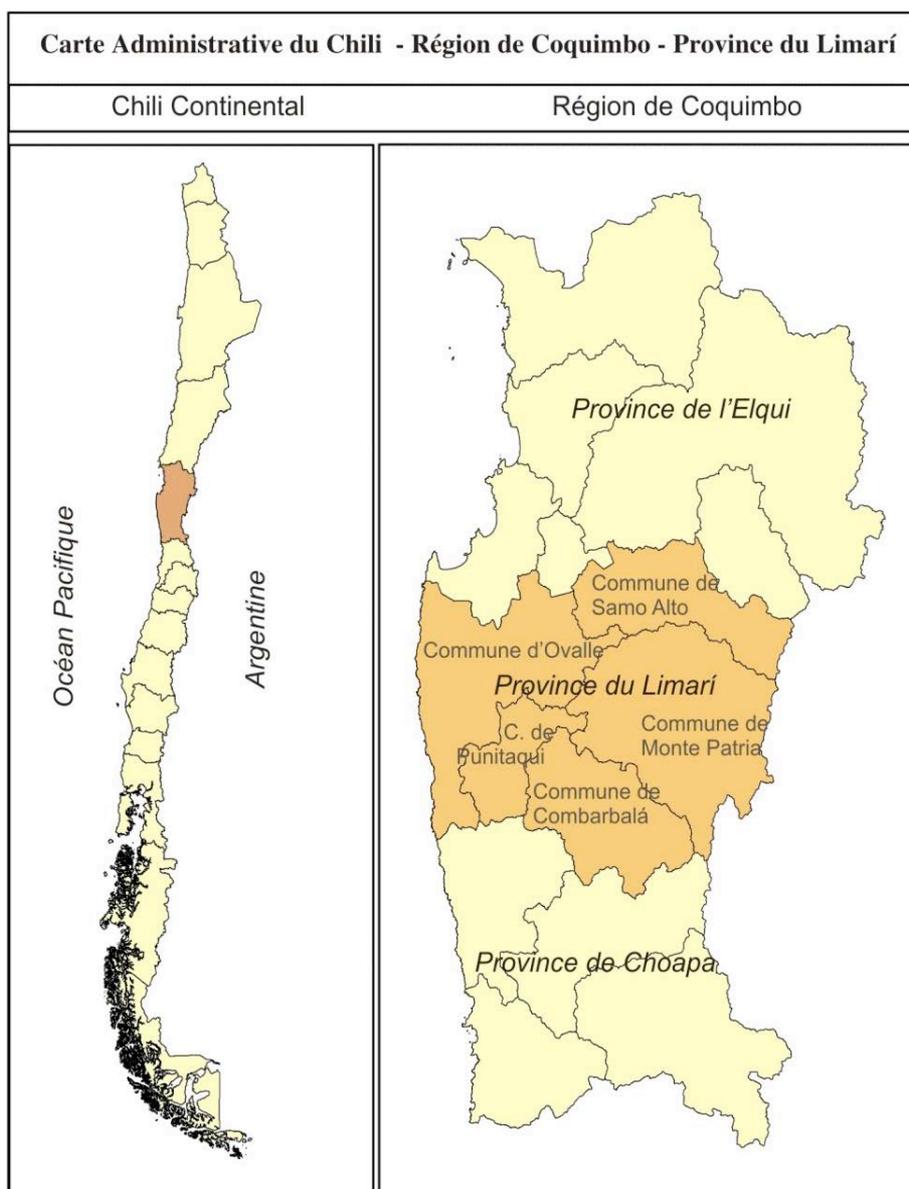


Figure 4 : Carte administrative du Chili, Région de Coquimbo, Province du Limarí.
Élaboré par l'auteur.

Cette étude a été menée dans la Vallée du Limarí, qui constitue la Province du Limarí, dans la Région de Coquimbo, située à 400 km au nord de Santiago, la capitale du Chili (voir Figure 4). Elle est constituée de cinq communes : Ovalle, Combarbalá, Monte Patria, Punitaqui et Río Hurtado. La ville capitale de la province est Ovalle, avec 66 405 habitants selon le Recensement de Population de 2002 (Instituto Nacional de Estadísticas 2005). Il s'agit d'une zone agricole dédiée principalement à l'exportation, d'importance nationale et où l'agriculture est l'activité principale.

La province du Limarí a un climat semi-aride et dispose d'importantes ressources hydriques, comme le fleuve Limarí et trois barrages : le Recoleta, la Paloma et le Cogotí (voir Figure 5). Les conditions géographiques y ont créé un contexte idéal pour le développement de l'agriculture.

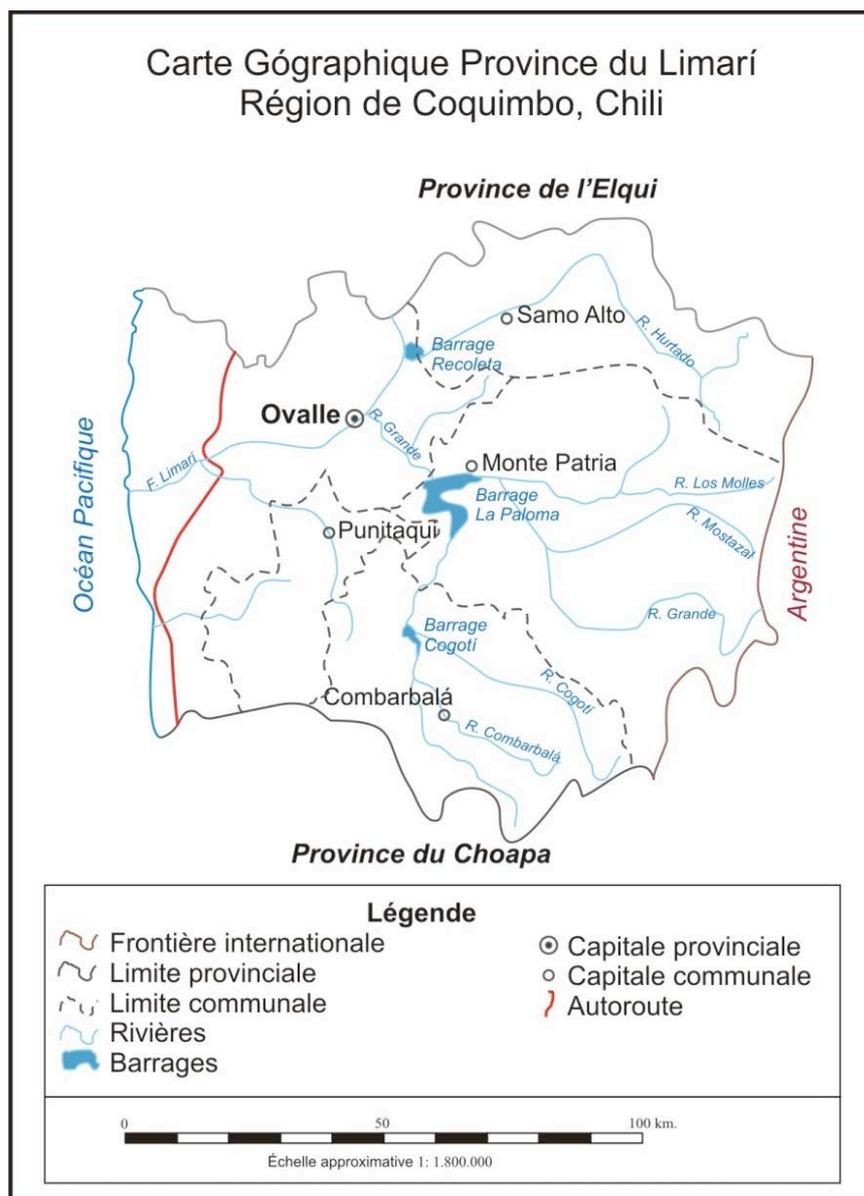


Figure 5 : Carte Géographique de la Province du Limarí. Élaboré par l'auteur.
Source : Modifié de IGM.

Les superficies en activité, c'est-à-dire semées et plantées, rassemblent les quatre principales cultures de la Province qui sont les plantes fourragères, les fruitiers, les vignes et vignobles vinifères et les légumes. Parmi les principales cultures d'exportation, on trouve les raisins de table, les agrumes et les avocats. Il s'agit d'une production qui demande, pendant les périodes de plus importante activité, plus de 400 000 travailleurs saisonniers au niveau national, et plus de 16 000 travailleurs pour la Province du Limarí, selon le Recensement Agricole 2007 (Institut National de Statistiques 2007).

Le monde agricole chilien : un sujet de transformations

Au Chili, le secteur agricole a fait l'objet de nombreux projets de développement. Ces stratégies ont transformé, depuis des siècles, les formes de contrôle des moyens de production, spécialement la propriété foncière (cf. Figure 6). Ainsi, ces stratégies de développement ont changé les structures agraires, c'est-à-dire, l'ensemble des relations sociales, économiques et politiques dérivées des processus de production agricole, dans lesquels interviennent des normes et des institutions liées à l'administration et aux facteurs de production (terre, eau, travail), ainsi qu'à l'utilisation de technologies de culture agricole (cf. Arroyo 1990, Gómez 2000).

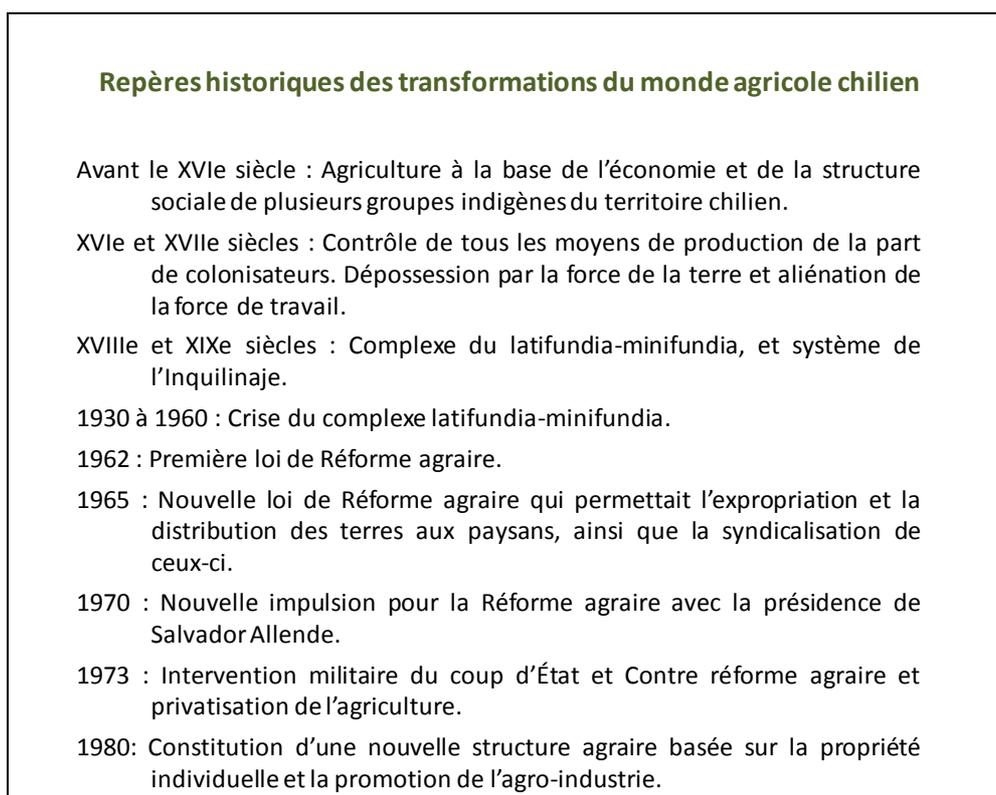


Figure 6 : Repères historiques des transformations du monde agricole chilien.
Élaboré par l'auteur.

Ainsi, avant l'époque coloniale, l'agriculture était le fondement de l'économie et de la structure sociale de plusieurs groupes indigènes qui se trouvaient sur le territoire chilien, comme les *Mapuches*. Lors de la période de la colonisation et jusqu'à l'indépendance du Chili, les sociétés locales ont été dépossédées par la force de leurs terres et des habitants qui les cultivaient. En fait, l'aliénation de la terre et de la force de travail constitua le premier système de travail colonial, fondé sur le contrôle de tous les moyens de production (Salazar 1989). Plus tard, avec le système de l'*encomienda*, mis en place en 1523 grâce aux actions de l'église pour abolir l'esclavage et pour favoriser l'évangélisation des indigènes, ces derniers furent reconnus comme ressortissants légitimes de la Couronne espagnole, ce qui ne supposait pas toutefois de reconnaître leur souveraineté et justifiait l'appropriation des terres de la part des

colonisateurs. Ce « bénéfice » impliquait de plus le paiement d'un tribut en travail. Il s'agissait d'un système de travail colonial fondé sur l'exploitation de la force physique des indigènes, mais aussi des métis et des Espagnols pauvres (cf. Góngora 1970, Salazar 1989).

Dès cette époque on retrouve les premières tentatives exportatrices du Chili. En premier lieu l'or, l'argent, le sucre et les cuirs ont été commercialisés, mais c'est surtout au cours des XVIII^e et XIX^e siècles que le Royaume du Chili se caractérisa par sa capacité exportatrice (Bauer 1970, Salazar 1989) : la crise agricole péruvienne entraîna une importante demande de céréales, principalement de blé. Plus tard, les exportations chiliennes de céréales furent stimulées par les ruées vers l'or en Californie et en Australie en premier lieu, et par la demande de la Grande Bretagne entre 1865 et 1875 (*ibid.*).

Vers le début du XVIII^e siècle, le manque de force de travail dû à la surexploitation de la main d'œuvre et à l'augmentation du nombre de métis, a entraîné la transformation de cette structure en celle du complexe latifundia-minifundia et l'*inquilinaje*. Les *inquilinos* ou locataires, étaient des hommes employés par les latifundistes, qui travaillaient dans leurs propriétés, en échange d'un lopin de terre dans les extrémités des propriétés pour subsister avec leur famille dans des cabanes et des huttes (Góngora 1960, Salazar 1989, Mellafe 1981). La Figure 7 montre la cabane d'une famille d'*inquilinos*, une construction basique et précaire qui servait de foyer pour toute une famille liée à un latifundium.



Figure 7 : *Choza* à Queronque, Limache, ca. 1930.
Source : Archivo Fotográfico Museo Histórico, Memoria Chilena

Le système de l'*inquilinaje* permettait aux patrons de pouvoir compter sur un groupe de personnes de « confiance » dans leurs exploitations agricoles. C'était une institution qui contrôlait la propriété de la terre et la force de travail, mais aussi différentes relations sociales sur le territoire, comme celles liées au travail, au mariage ou aux activités religieuses. Dans ce système, l'*inquilino* devait travailler pour son patron, tandis que sa femme et sa famille étaient aussi disponibles pour travailler dans les maisons des patrons. Cette structure, base de l'organisation de la société chilienne populaire, était caractérisée par des inégalités dans la distribution des richesses et des moyens de production, dans l'accès à un système assurant l'éducation et la santé, et par le manque de mobilité sociale.

Bien que les *haciendas* de cette époque s'appuyaient sur une agriculture extensive, quelques grandes propriétés ont pu se développer, en s'orientant vers une agriculture de type intensif. Comme on peut le voir dans la Figure 8, il s'agissait de quelques propriétés beaucoup plus organisées et productives, récoltant et emballant des fruits pour l'exportation. Ces *haciendas* plus productives, orientées vers la production agricole industrielle pour approvisionner le marché interne mais aussi externe, constituèrent l'ébauche du devenir de l'agriculture chilienne.

Malgré ces rares efforts, le système tomba en crise dans les années 1930, à cause de sa faible productivité et de la détérioration des rapports de travail. Au début du ^{xx}e siècle, une demande de réforme agraire a été lancée ; ce n'est toutefois qu'en 1962, avec le gouvernement de Jorge Alessandri, que la première loi de Réforme agraire a été promulguée (cf. Garrido 1988, Chonchol 1967 et 2003). Cette loi visait à accélérer le développement de l'agriculture grâce à la redistribution aux paysans de terres étatiques acquises auprès des propriétaires fonciers. En 1965, avec le président Eduardo Frei Montalva, la Réforme a pris un nouveau rythme grâce à l'expropriation des terres, ainsi qu'avec la syndicalisation des paysans (cf. Garrido 1988, Gómez 1982). Et pour rendre plus effective cette réforme, de nouvelles décisions pour administrer la réforme agraire ont été promues sous le gouvernement de Salvador Allende. La plus grande partie des latifundia ont été ainsi redistribués, en transformant en définitive l'aménagement du territoire au Chili (*ibid.*).

Cependant l'expropriation des latifundia fut suivie d'un climat de violence, en commençant par le coup d'État de 1973, qui mit fin au processus de Réforme et promut une contre-réforme ainsi qu'une privatisation de l'agriculture. Le régime militaire distribua les terres confiées à l'État en suivant deux voies : l'attribution des terres selon les déterminations de la Réforme agraire ; et l'évaluation des latifundia qui avaient été expropriés afin de restituer leurs terres aux anciens propriétaires. Ainsi, 67 % des terres furent remises aux latifundistes expropriés ou bien furent confiées à des sociétés ; et seul un tiers fut attribué en parcelles individuelles, selon des critères très arbitraires (Gómez 1982). Une nouvelle structure agraire basée sur la propriété individuelle et la promotion de l'agro-industrie émergea comme nouveau projet de développement du monde agricole.

Ainsi, depuis les années 1980, la terre a continué à être concentrée dans peu de mains, en même temps que le développement de la paysannerie a été négligé. Mais à la différence du système des latifundia, le nouveau modèle de développement fondé sur une idéologie néolibérale se caractérisa par l'administration des exploitations agricoles par de grands entrepreneurs et des sociétés capitalistes, le but étant de dynamiser la production et les exportations (Chonchol 2003). Cette nouvelle structure a transformé le monde rural, touchant les dynamiques socio-économiques, identitaires et territoriales (cf. Arteaga 2000, Gómez et Echeñique 1988, Valdés et Araujo 1999).



Figure 8 : Récolte et emballage des raisins d'exportation (9 mars 1925).
Ferme de Monsieur Jenaro Prieto à LlayLlay, Région de Valparaiso, Chili.
Source : Archive photographique de l'Université du Chili *in* : Salazar 1989.



Figure 9 : Plantations de raisin de table, Chañaral Alto, Monte Patria, 2007.
Source : Tamara Heran, 24 novembre 2007, Registre photographique de terrain.

Comme il est montré dans la Figure 9, l'aménagement du territoire a été modifié pour permettre l'installation d'une prospère industrie agricole d'exportation, avec des plantations d'arbres fruitiers alignés et classés selon leur espèce et selon leur cycle agricole, en maximisant l'utilisation des sols, y compris sur les collines et les terrains en pente.

Pour les paysans, dépossédés de leurs terres ou sans ressources pour les exploiter, la source de travail est devenue l'agro-exportation. De ce fait, un processus de prolétarianisation s'est enclenché, dans lequel les paysans ont été forcés de se transformer en ouvriers saisonniers. Ce sont les *temporeras* et *temporeros*, une nouvelle forme de travail pour satisfaire en facteur travail l'industrie agricole d'exportation (cf. Gómez 1982 et 2000, Valdés 1992, Gómez et Echeñique 1988, Salazar 1989).

Ce travail s'est caractérisé à la fois comme un travail temporaire suivant les cycles de production, mobile en impliquant des déplacements et des migrations, précaire en n'assurant pas des conditions de revenu de base, et informel, souvent en dehors de la législation. Il a été en outre marqué par une importante participation des femmes *temporeras*, représentant environ 50 % des saisonniers agricoles, alors que la main d'œuvre féminine nationale était d'à peu près 35 % (cf. Riquelme 2000, Arteaga 2000, Venegas 1995).

En résumé, le travail agricole saisonnier a déclenché des transformations diverses et profondes sur la société locale, les familles des saisonniers et saisonnières, et les rapports sociaux de manière générale. Malgré toutes ces contraintes, il est devenu une opportunité de travail pour le monde rural.

Le monde invisible du travail agricole saisonnier aujourd'hui

Dans la structure agraire actuelle, comme on le voit dans la Figure 10, trois acteurs principaux peuvent être distingués : les entrepreneurs agricoles et leur personnel de direction ; les sous-traitants de main d'œuvre agricole ; et les saisonniers agricoles ou *temporeras* et *temporeros*.

Les entreprises agricoles liées à l'agro-exportation sont devenues les propriétaires, les administratrices de la terre et les gestionnaires de la production. Il s'agit de sociétés qui ont connu une croissance soutenue depuis leur création, en surface de terres comme en production. Pour leur part, les *contratistas*, ont émergé comme solution à la demande des entreprises de disposer d'une main d'œuvre flexible tout au long de l'année. Ainsi, avalisés par les entreprises agricoles, ils ont mis en place des stratégies particulières de gestion de la main d'œuvre saisonnière, comme illustré dans la Figure 11, qui montre un autobus transportant les saisonniers agricoles, au milieu d'une plantation d'agrumes.

Quant à eux, les saisonniers sont des hommes et des femmes d'âge adulte, salariés dans la production agricole. Plus de la moitié sont célibataires, et presque les deux tiers ont des enfants. Presque la moitié est chef de ménage, dont un tiers de femmes. Environ 50 % n'ont pas terminé leur scolarité obligatoire.

Parmi les dynamiques et stratégies actuelles du travail agricole saisonnier, trois seront maintenant soulignées : les nouvelles temporalités du travail saisonnier, les accords de travail qui régulent ce marché du travail, et les nouveaux rapports de genre tant au travail que dans la sphère domestique.

En ce qui concerne les nouvelles temporalités du travail, une des transformations récentes est la diversification de la production. Jusqu'au début des années 1990, les entreprises agricoles se focalisaient sur une production très spécialisée, particulièrement celle du raisin de table dans la Province du Limarí. Mais depuis le milieu des années 1990, les entreprises de la Province ont diversifié leurs productions afin de présenter une offre plus diversifiée et compétitive, avec un large éventail de cultures comme on le voit sur la Figure 12, tels les agrumes (citrons, mandarines, oranges), les avocats, les amandes, les noix et les olives, entre autres. Ainsi, bien que le raisin de table soit resté la culture principale, plusieurs cultures secondaires ont été introduites.

Ce qui devient intéressant dans cette diversification, c'est qu'elle a conduit à une répartition de l'activité sur presque toute l'année, à la différence des années 1980 et du début 1990, où l'activité était plus spécialisée. Avec cette diversification de la production, il y a aujourd'hui plusieurs saisons de production et des activités agricoles pendant plusieurs périodes de l'année, voire tout au long de l'année, ce qui vient questionner la temporalité de l'activité agricole. Il s'agit désormais d'une activité pluri-saisonnière, qui touche le travail agricole saisonnier et son administration.

D'après les entretiens réalisés, même si l'activité agricole continue à se concentrer plus fortement pendant quelques mois par an autour d'une culture principale, elle reprend aussi pendant les autres saisons de telle façon que, dans la Province du Limarí comme dans d'autres régions du pays, l'activité agricole se déroule tout au long de l'année. Il s'agit désormais d'une activité pluri-saisonnière ou d'une nouvelle temporalité plurielle, qui touche le travail agricole saisonnier et son administration.



Figure 10 : Principaux acteurs du marché du travail agricole saisonnier.
Élaboré par l'auteur.



Figure 11 : Autobus de transport des saisonniers agricoles dans une plantation d'agrumes, El Palqui, Monte Patria, 2007. Source : Tamara Heran, 3 décembre 2008, Registre photographique de terrain.

Diversification de la production

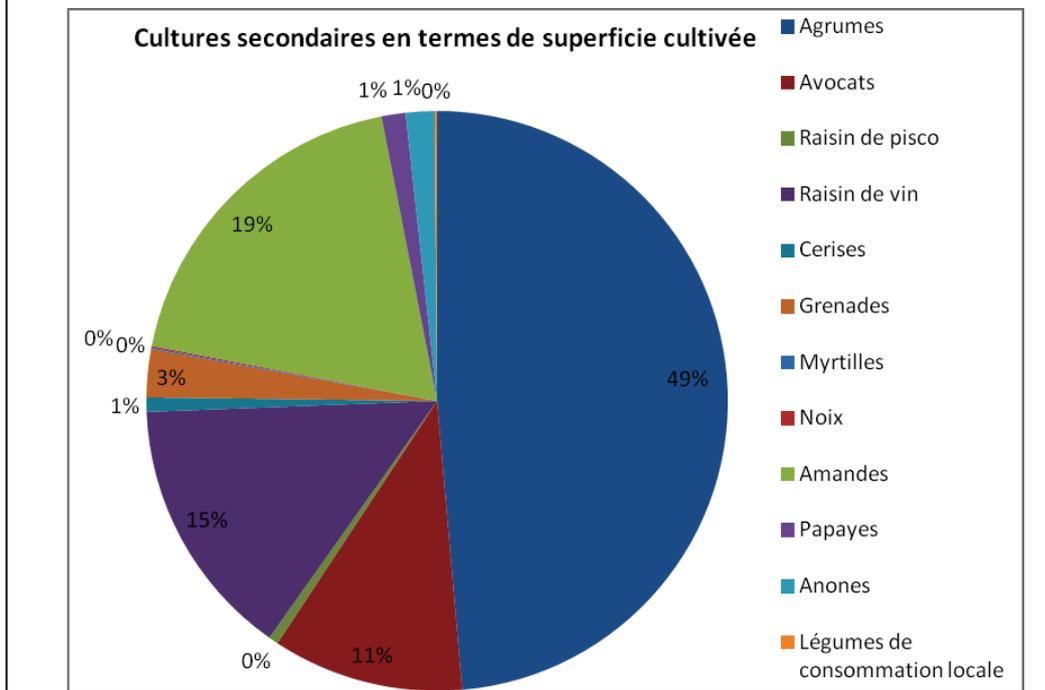


Figure 12 : Cultures secondaires en termes de superficies cultivées, Province du Limarí, 2008-2009. Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Entreprises Agricoles.

Mois travaillés par les saisonniers-ères	Total	Hommes	Femmes
Moyenne de mois travaillés pendant la saison 2007-2008	6,8	6,6	7,0
De 0 à 3 mois	34 %	39 %	29 %
De 4 à 6 mois	10 %	5 %	15 %
De 7 à 9 mois	12 %	10 %	15 %
De 10 à 12 mois	44 %	46 %	41 %

Tableau 1 : Temps de travail annuel des saisonniers-ères agricoles, Province du Limarí, 2007-2008. Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Travailleurs Saisonniers Agricoles.

La demande de main d'œuvre saisonnière peut en effet s'étendre aujourd'hui sur dix à douze mois par an. D'après les informations indiquées par les saisonniers dans les questionnaires, comme le montre le Tableau 1, la moyenne de temps travaillé par an est d'environ sept mois, et plus de 40 % des saisonniers déclarent travailler de dix à douze mois par an. Seul un tiers des saisonniers et saisonnières ne travaille que trois mois ou moins par an.

Si on observe maintenant les données déclarées par les entreprises agricoles, on note également une demande de travail agricole saisonnière permanente tout au long de l'année, en même temps qu'une concentration de la demande pour les mois de plus importante activité (décembre à avril), comme l'indique la Figure 13. On remarquera cependant que la demande de main d'œuvre agricole saisonnière est toujours plus importante que la demande de main d'œuvre permanente.

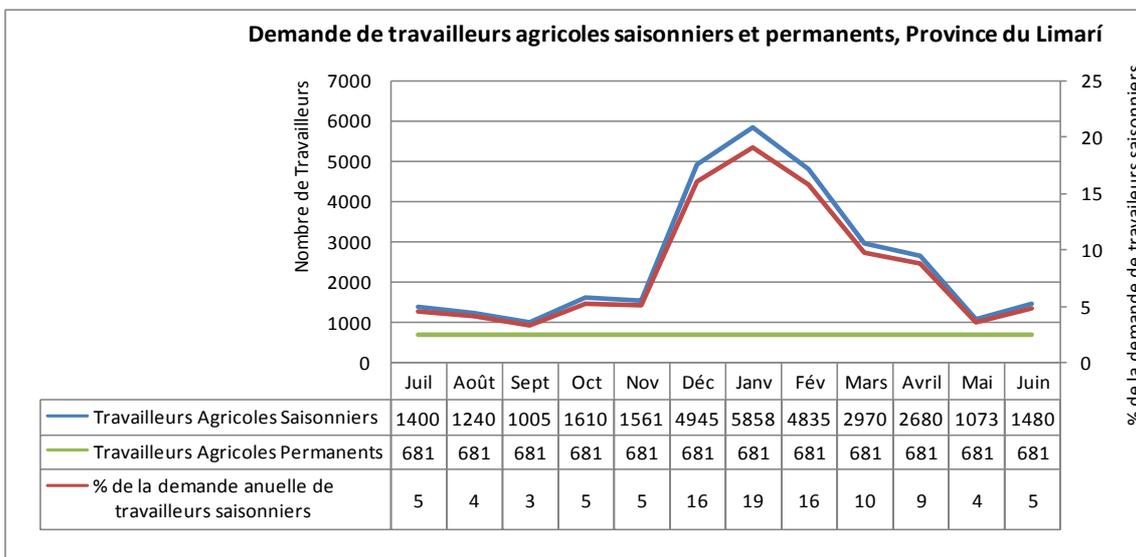


Figure 13 : Demande de travailleurs agricoles, Province du Limarí, 2007-2008.
Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Entreprises Agricoles.

Dans ce contexte, la notion de « saison » devient difficile à établir. À partir de l'analyse des temps de travail annuel des saisonniers, tant du point de vue de l'offre que de la demande, il est possible de construire une typologie de trois types de *temporeros* et *temporeras* : les « saisonniers », les « intermédiaires » et les « permanents ». Les « saisonniers » représentent entre un tiers et la moitié des *temporeros* et *temporeras* : ce sont ceux qui travaillent de façon strictement saisonnière pendant trois mois par an au maximum. Dans cette catégorie se trouvent le plus souvent des étudiants et des salariés qui travaillent en tant que saisonniers lors des vacances d'été. Les « intermédiaires » représentent à peu près 15 % des saisonniers : ils travaillent pendant une période irrégulière de l'année, qui peut aller de quatre à neuf mois par an. Pour eux, le travail agricole saisonnier représente une importante source de travail et de revenus. Enfin, les « permanents » représentent entre un tiers et la moitié des saisonniers, ils travaillent tout au long de l'année, quelles que soient les saisons et les cultures agricoles. C'est une catégorie qui confirme l'existence du saisonnier permanent, identifiée auparavant dans d'autres études (cf. Arteaga 2000, Venegas 1992 et 1995, Riquelme 2000). Pour les « permanents », le travail agricole saisonnier représente la plupart du temps la seule source de travail et de revenus. Dans cette catégorie se trouvent autant d'hommes que de femmes qui travaillent toute l'année dans l'agriculture, en alternant différentes cultures agricoles.

De ce fait, la temporalité de ce travail pose question. Le problème est que les caractéristiques des accords de travail continuent d'être identiques. Aujourd'hui, ce sont le type et la durée des accords de travail qui donnent le caractère temporaire à ce travail, grâce à la formule des contrats par activité ou par tâche. La Figure 14 montre que, pour la saison agricole 2007-2008, les saisonniers interviewés ont déclaré avoir entre un et vingt accords de travail pour l'année, ce qui indique une dispersion très importante.

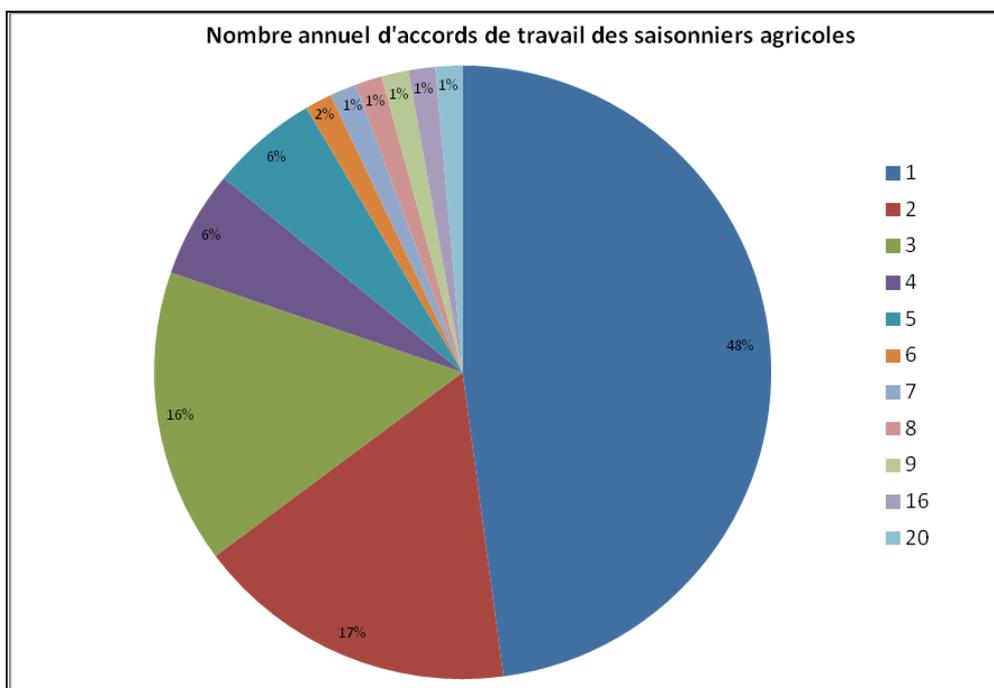


Figure 14 : Nombre annuel d'accords de travail des saisonniers agricoles, Province du Limarí, 2007-2008. Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Travailleurs Saisonniers Agricoles.

Selon ces données, 80 % des saisonniers avaient établi entre un et trois accords de travail par an, et plus de 90 % cinq ou moins, la moyenne étant de 2,7 accords de travail par an. La grande majorité des saisonniers agricoles signent un nombre annuel d'accords de travail limité. Et 57 % de ces accords sont gérés par des sous-traitants de main d'œuvre agricole. Pour autant, il ne s'agit pas nécessairement de travaux agricoles saisonniers réalisés dans des entreprises différentes : afin de maintenir les saisonniers dans une même entreprise, celles-ci utilisent une formule particulière. Elles alternent la gestion des accords de travail avec des *contratistas*, ce qui leur permet de ne pas réaliser des contrats à durée indéterminée, et par là, d'éviter les coûts et les responsabilités additionnelles de ce genre de contrat. Ainsi, même si un *temporero* travaille de manière permanente pour une même entreprise, c'est la succession de différents accords de travail qui établit son caractère de travailleur saisonnier.

Et ce sont la plupart du temps des accords de travail formels, comme on le voit dans le Tableau 2.

	Total	Hommes	Femmes
Accords de travail avec contrat de travail	73 %	64 %	81 %
Accords de travail sans contrat de travail	27 %	36 %	19 %

Tableau 2 : Formalité des contrats de travail des saisonniers agricoles, Province du Limarí, 2007-2008. Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Travailleurs Saisonniers Agricoles.

Il s'agit d'un chiffre important, plus élevé pour les femmes (81 %) que pour les hommes (64 %), celles-ci travaillant plus souvent de manière informelle. Si cette gestion est réalisée par les *contratistas*, ce taux d'informalité est supérieur à 30 %, alors qu'avec l'entreprise, cette informalité est de l'ordre du 15 %, comme l'indique le Tableau 3. Ce sont les *contratistas* de main d'œuvre agricole qui font une gestion du personnel plus irrégulière et plus informelle.

Gestion des accords de travail	Entreprises	Contratistas
Avec contrat de travail	85 %	65 %
Sans contrat de travail	15 %	31 %
Travailleur ne sait pas	0 %	4 %

T

Tableau 3 : Formalité des accords de travail selon l'acteur qui gère la main d'œuvre, Province du Limarí, 2007-2008. Élaboré par l'auteur. Source : Questionnaires Travailleurs Saisonniers Agricoles.

En ce qui concerne les nouveaux rapports de genre, deux transformations importantes ont été identifiées dans cette étude. En premier lieu, dans la sphère du travail : si auparavant il y avait une distribution sexuée des tâches selon des « qualités féminines » comme la minutie, le soin et la finesse, les différents espaces de travail sont aujourd'hui mixtes, ainsi qu'on le voit dans la Figure 15, où des hommes et des femmes travaillent ensemble dans un *packing*. Si l'emballage des fruits était une activité exclusivement féminine, une proportion importante d'hommes réalise maintenant ces tâches. Et des travaux qui étaient plutôt réservés aux hommes, comme la palettisation, sont également réalisés par des femmes.

La deuxième transformation des rapports de genre concerne la sphère domestique. D'après les données récoltées, les tâches domestiques sont aujourd'hui partagées entre les hommes, les femmes et les autres membres du groupe familial, à la différence de la double journée de travail analysée dans des études précédentes. La Figure 16 indique que, bien que 29 % des *temporeras* déclarent avoir une double journée de travail, 15 % d'entre elles ont déclaré partager les tâches domestiques avec les autres membres du groupe familial (comme les mères, les sœurs, mais aussi, les hommes) et 54 % ont signalé que ces tâches ne sont pas réalisées par elles-mêmes, mais par d'autres membres du groupe familial.



Figure 15 : *Temporeras* et *temporeros* dans un *packing*, Camarico, Ovalle, 2009.
Source : Tamara Heran, 2 avril 2009, Registre photographique de terrain.

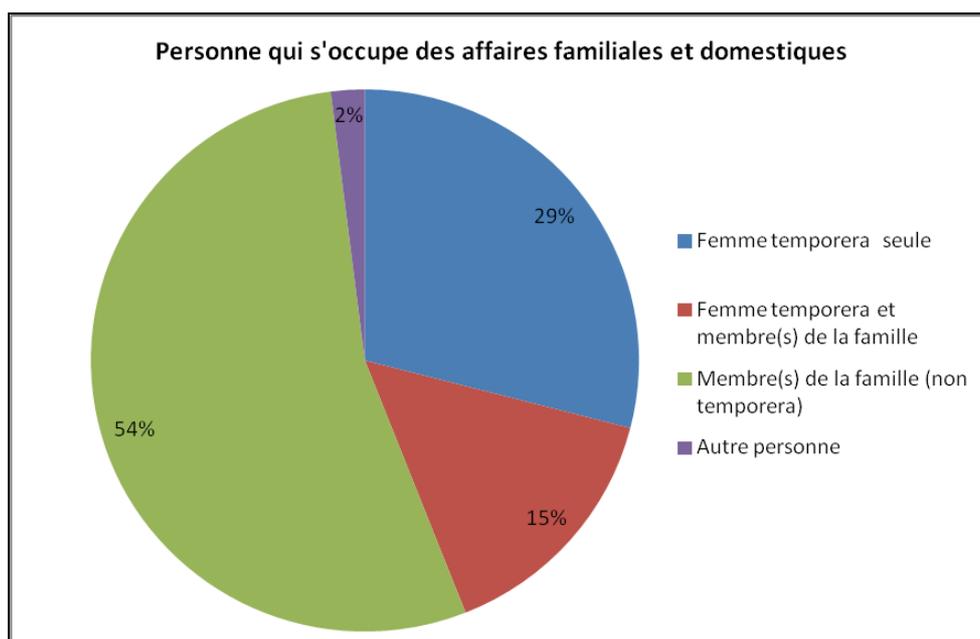


Figure 16 : Personne qui exécute le travail domestique des foyers de *temporeras*, Province du Limarí, 2008-2009. Source : Questionnaires Travailleurs Agricoles Saisonniers.

Ces données montrent qu'actuellement plus de la moitié des *temporeras* sont libérées d'une double journée de travail, grâce au soutien qu'elles reçoivent au foyer (même si, la plupart du temps, c'est une femme qui prend en charge des tâches). Il s'agit d'une donnée révélatrice sur les *temporeras*, surtout lorsque l'on considère leur histoire caractérisée par d'importantes inégalités et par beaucoup de précarité. Avec les transformations des rapports de genres au travail, ces données montrent des variations sur l'égalité des sexes chez les *temporeros* et *temporeras*.

Réflexions finales

En conclusion, nous proposons deux idées et une ouverture. La première idée est liée aux transformations sociales générées par les processus de développement et à la conformation d'un monde invisible autour de ces transformations. Une contribution importante de cette étude est l'approche du monde invisible pour étudier les différents changements sociaux. Les problématiques des processus de développement sont complexes, elles impliquent plusieurs variables, disciplines, techniques et regards. Le cas des *temporeras* et *temporeros* a été très intéressant pour montrer comment, grâce à cette approche, différentes questions peuvent être abordées et dévoilées, avec l'utilisation de méthodes complémentaires. Elle a permis de proposer des conclusions concernant ces transformations sociales, mais aussi des dynamiques et configurations dérivées de ce développement, comme la précarité et la vulnérabilité qui affectent les *temporeros* et *temporeras*, dans une activité clé pour l'économie d'une région.

Une deuxième idée porte sur l'exacerbation de la flexibilité du travail au service de la production et de la croissance. L'étude des saisonniers agricoles montre comment, en raison d'un cadre normatif extrêmement souple, avec des espaces et des vides laissés tant par les normes du travail que par le contrôle du travail, un mécanisme complexe de recrutement, de gestion et de paiement des saisonniers agricoles a été mis en place, dans l'ombre des pratiques et des processus réguliers. Le Chili, qui a été le laboratoire du modèle néolibéral, et qui aujourd'hui sert d'exemple à de nombreux pays dans le monde, paraît n'avoir pas encore étudié ses quarante années de flexibilité, qui affectent profondément le monde du travail. Il y a là une voie de réflexion pour l'orientation d'autres pays qui cherchent, dans cette flexibilité, la réponse à leurs besoins en main d'œuvre utilisable pour la production et la croissance.

Finalement, en manière d'ouverture, cette recherche se veut également une porte d'entrée pour analyser de manière plus aiguë quelques sujets de ce monde invisible du travail agricole saisonnier. En premier lieu, celui des *contratistas*, acteurs clés de ce marché et spécialement pour la flexibilité du travail. On l'a déjà dit, l'accès à ces acteurs est très difficile, en raison de leur méfiance quant aux questions que l'on peut leur poser, mais l'analyse de leur fonction est indispensable pour mieux comprendre les enjeux de cette flexibilité du travail. Deuxièmement, la question des *temporeras* avec une analyse plus approfondie des questions de genre. D'après cette recherche, les rapports de genre des saisonniers tendent vers une parité tant dans le travail que dans la sphère domestique. Cependant, un plafond de verre existe pour les postes de responsabilité : aucune femme avec un poste de représentante d'entreprise n'a été interviewée, et cette parité est restreinte aux travaux les plus précaires et vulnérables. Ensuite, les transformations sur la propriété foncière, avec la dépossession des paysans, en particulier les Communautés Agricoles – une forme de propriété collective de la terre notoirement affectée par la modernisation agricole –, en regard de l'accumulation par les sociétés agricoles. Enfin, il faut souligner les problèmes actuels de gestion des eaux et de sécheresse qui touchent la Province du Limarí. Le « modèle chilien » de gestion des eaux se caractérise par la privatisation de cette ressource en 1981 et par son administration *via* des « actions d'eaux » sur un marché géré par des associations d'irrigateurs, sans politique publique pour sa durabilité. Une utilisation abusive de l'eau, à laquelle s'est ajoutée une importante sécheresse lors des dernières années, font que les producteurs agricoles se retrouvent sans cette ressource essentielle pour la production d'exportation, mettant en péril l'activité du secteur, et tout particulièrement les milliers d'emplois de *temporeros* et *temporeras*.

Bibliographie

- Amin, Samir. 1973. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Éditions de Minuit, Paris.
- Aristote. *Politique d'Aristote*. 3e édition révisée et corrigée. Traduit en français d'après le texte collationné sur les manuscrits et les éd. principales par J. Barthélemy-Saint-Hilaire. Ladrance, Paris, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2079427/f190.zoom.r=.langES> (30/03/2014).
- Arroyo, Mónica. 1990. « Sobre el concepto de estructura agraria ». *Revista Geográfica*, N° 112, pp. 141-152.
- Arteaga, Catalina. 2000. *Modernización agraria y construcción de identidades. Identidad social, identidad laboral y proyectos de vida de temporeras/os frutícolas en Chile. El Palqui 1969-1977*. Plaza y Valdés, FLACSO y CEDEM, México D.F.
- Bauer, Arnold. 1970. « Expansión económica en una sociedad tradicional ». *Historia* N° 9, pp. 137-235 (Publication de l'Institut d'Histoire de l'Université Catholique du Chili).
- Beaud, Stéphane, Weber, Florence. 1998. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Éditions La Découverte, Guide Repères, Paris.
- Berthier, Nicole. 2002. *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Méthodes et exercices corrigés*. Armand Colin, Paris.
- Chen, Shaohua, Ravallion, Martin. 2000. « How Did the World's Poorest Fare in the 1990s? ». Document de travail consacré à la Recherche sur les politiques de développement. Banque mondiale, Washington.
- Chonchol, Jacques. 1967. « El desarrollo de América Latina y la Reforma Agraria ». *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 29, N° 2, pp. 257-327.
- Chonchol, Jacques. 2003. « La Reforma Agraria en América Latina ». In: Vargas, John D. (ed.). 2003. *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. Plural editores, La Paz, Bolivia, pp. 205-222.
- Comte, Auguste. 1936 (1830-1842). *Cours de philosophie positive, 1^{re} et 2^e leçons*. Édition électronique réalisée du livre d'Auguste Comte, *Cours de philosophie positive, (1^{re} et 2^e leçons)*. Librairie Larousse, Collection Classiques Larousse, 12^e tirage, Paris. Les classiques des Sciences Sociales : http://classiques.uqac.ca/classiques/Comte_auguste/cours_philo_positive/cours_philo_pos_1_2.pdf (30/03/2014).
- Copans, Jean. 1998. *L'enquête ethnologique de terrain*. Nathan, Paris.
- Creswell, John. 2011. « Controversies in mixed methods research ». In: Denzin, Norman, Lincoln, Yvonna (eds.). 2011. *Handbook of qualitative research*. Sage Publications, Thousand Oaks, London and New Delhi, pp. 269-284.
- Denzin, Norman, Lincoln, Yvonna. 2011 (1994). « Introduction: Disciplining the practice of qualitative research ». In: Denzin, Norman, Lincoln, Yvonna (eds.). 2011. *Handbook of qualitative research*. Sage Publications, Thousand Oaks, London and New Delhi, pp. 1-19.
- Faletto, Enzo, Cardoso, Fernando Enrique. 1967. *Dependencia y desarrollo en América Latina: ensayo de interpretación sociológica*. Instituto latinoamericano de planificación económica. Santiago, Chile.
- Fontana, Andrea, Frey, James H. 1994. « Interviewing. The Art of Science ». In: Denzin, Norman, Lincoln, Yvonna (eds.). 1994. *Handbook of Qualitative Research*. SAGE Publications. Thousand Oaks, London, New Delhi, Chapitre 22, pp. 361-376.
- Garrido, José (ed). 1988. *Historia de la reforma agraria en Chile*. Editorial Universitaria, Colección Imagen de Chile, Santiago de Chile.
- Giddings, Lynne. 2006. « Mixed-methods research. Positivism dressed in drag? ». *Journal of Research in Nursing*, Vol. 11, N° 3, pp. 195-203.

- Gómez, Sergio. 1982. *Instituciones y procesos agrarios en Chile*. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales FLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales CLACSO, Santiago de Chile.
- Gómez, Sergio. 2000. « Organizaciones rurales en América Latina (marco para su análisis) ». *Revista Austral de Ciencias Sociales*, N° 4, pp. 27-54.
- Gómez, Sergio, Echeñique, Jorge. 1988. *La agricultura chilena: las dos caras de la modernización*. FLACSO, Santiago de Chile.
- Góngora, Mario. 1970. *Encomenderos y estancieros: estudios acerca de la constitución social aristocrática de Chile después de la conquista 1580-1660*. Universitaria, Universidad de Chile, Sede Valparaíso, Depto. de Historia, Santiago.
- Green, Nancy. 2002. « Religion et ethnicité. De la comparaison spatiale et temporelle ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2002 (1), pp. 127-144. p. 143.
- Instituto Nacional de Estadísticas (INE). 2005. *Chile: ciudades, pueblos, aldeas y caseríos*. Instituto Nacional de Estadísticas, Santiago de Chile.
- Instituto Nacional de Estadísticas (INE). 2007. *Resultados Censo Agropecuario 2007*. Instituto Nacional de Estadísticas, Santiago de Chile.
- Laubach, Marty. 2005. « Consent, Informal Organization and Job Rewards: A Mixed Methods Analysis ». *Social Forces*, Vol. 83, N° 4, pp. 1535-1565.
- Lepetit, Bernard (dir). 1995. *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*. Albin Michel. Paris.
- Dogan, Mattei. 2002. « Strategies in Comparative Sociology ». *Comparative Sociology*, Vol. 1, N° 1, pp. 63-92.
- Max-Neef, Manfred. 1993. *Desarrollo a escala humana*. Editorial Nordan-Comunidad,
- Mcnamara, Robert. 1972. *Annual Meetings speech 1972*. In: Pages from World Bank History - Bank Pays Tribute to Robert McNamara. <http://go.worldbank.org/C5CP4J6JA0> (30/03/2014).
- Mellafe, Rolando. 1981. « Latifundio y poder rural en Chile de los siglos XVII y XVIII ». *Cuadernos de historia Universidad de Chile* N° 1, pp. 87-108.
- Morgan, Lewis Henry. 1985 (1877). *La société archaïque*. Edition Anthropos. Paris, France.
- Perroux, François. 1961. *L'Économie du xx^e siècle*. Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Riquelme, Verónica. 2000. « Temporeros agrícolas: desafíos permanentes ». *Tema Laboral* N° 15, Dirección del Trabajo, Gobierno de Chile, http://www.dt.gob.cl/1601/articles-60349_Tema_Laboral_Temporeros_agricolas_Desafios_permanentes.pdf (30/03/2014).
- Rist, Gilbert. 2001 (1996). *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po. Paris.
- Rostow, Walt Whitman. 1997 (1960). *Les étapes de la croissance économique. Un manifeste non communiste*. Economica. Paris.
- Salazar, Gabriel. 1989. *Labradores, peones y proletarios. Formación y crisis de la sociedad chilena del siglo XIX*. Ediciones Sur, Colección Estudios Históricos, Santiago de Chile.
- Sen, Amartya. 2003 (1999). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Odile Jacob. Paris.
- Truman, Harry S. 1949. *Inaugural Address, Thursday, January 20, 1949*. Encyclopædia Britannica, Primary Source Document. <http://www.britannica.com/presidents/article-9116976>(30/03/2014).
- Valdés, Ximena. 1992. *Mujer, trabajo y medio ambiente, los nudos de la modernización en Chile*. Ediciones CEDEM, Santiago de Chile.
- Valdés, Ximena, Araujo, Kathya. 1999. *Vida privada. Modernización agraria y modernidad*. Ediciones CEDEM, Santiago de Chile.

- Venegas, Silvia. 1992. *Una gota al día... Un chorro al año... El impacto social de la expansión frutícola*. LOM Ediciones, Santiago de Chile.
- Venegas, Sylvia. 1995. « Las temporeras de la fruta en Chile ». *In: Valdés, Ximena, Arteaga, Ana María y Arteaga, Carolina. Mujeres, relaciones de género en la agricultura*. Ed. Centro de Estudios para el Desarrollo de la Mujer CEDEM. Santiago de Chile.
- Vigour, Cécile. 2005. *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*. La Découverte. Paris.
- Wallerstein, Immanuel. 2012. « Robinson's critical appraisal appraised ». *International Sociology*, Vol. 27, N° 4, pp. 524-528.